



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 2006 - 7 septembre 1995 - 5 F

D 2006 **BRÉSIL** : PAYSANS TUÉS PAR LA POLICE À CORUMBIARA, DANS LE RONDÔNIA

Une nouvelle fois, le problème des paysans sans terre fait dramatiquement la une de l'actualité (cf. DIAL D 1992 et le livre de Ricardo Rezende, "Terres violentes du Brésil", Karthala, 1994).

Le 9 août 1995, plusieurs centaines de familles paysannes étaient violemment expulsées en pleine nuit, par la police militaire des "commandos d'opérations spéciales", de la partie d'un domaine qu'elles occupaient depuis quelques semaines. Bilan : neuf paysans tués, (ainsi que deux policiers, selon les autorités militaires), plus de 200 blessés et maltraités, 32 disparus (à la date du 20 août), et 354 hommes et femmes, sans compter une centaine d'enfants, retenus prisonniers pendant quarante-huit heures

La violence de l'intervention, aux limites de la barbarie, a été relevée par tous les observateurs. Des restes d'ossements humains calcinés ont même été retrouvés sur les lieux.

Ci-dessous, compte rendu des autorités ecclésiastiques du diocèse de Guajará-Mirim, dans l'État de Rondônia, Extrême-Ouest du pays, théâtre des événements.

Note DIAL

RELATION DES ÉVÉNEMENTS APRÈS LA TUERIE DE CORUMBIARA DU 9 AOÛT 1995

1. Rapport de Mgr José Maria Pinheiro, vicaire épiscopal de la région de Corumbiara

Le 9 août 1995, la commune de Corumbiara et l'État de Rondônia - et pourquoi ne pas le dire, le Brésil - ont commencé d'écrire une des pages les plus impitoyables et les plus répugnantes de notre histoire.

Tout a commencé quand, à 4 heures du matin de ce 9 août, des policiers du COE (Commando d'opérations spéciales) ont envahi, sur mandat du juge de Colorado do Oeste, M. Glodner Luiz Pauleto, la partie du domaine Santa Elina, propriété du médecin-latifondateur de São Paulo, le Dr Hélió Pereira de Moraes, où campaient mille trois cents agriculteurs.

Jusque là, c'est une histoire comme tant d'autres, malheureusement, qui se produisent dans notre pays. Mais ce qui se passe après l'intervention illégale des policiers militaires (qui a eu lieu pendant la nuit) dépasse toute atrocité imaginable. Je cite un exemple parmi les plus monstrueux :

Le corps d'un paysan tué par la police était, sur ordre de cette dernière, transporté par un autre paysan. Comme le cerveau du mort apparaissait à l'air libre, son compagnon qui le portait a été pris de vomissements. Le policier, en voyant cela, a obligé le paysan à manger une partie du cerveau du mort.

Je suis entré en contact avec les paysans en me rendant, le 10 août au matin, au gymnase de Colorado do Oeste où cent quatre-vingt-douze paysans étaient retenus comme prisonniers, après avoir été transportés en camion depuis Corumbiara. J'ai voulu rentrer dans le gymnase, mais un soldat m'a interdit l'entrée alors même que je m'étais présenté. Un sergent qui avait entendu la conversation m'a permis d'entrer, mais accompagné d'un soldat et en ne restant que cinq minutes.

En voyant cette foule, j'ai été saisi d'une forte émotion. Ils étaient tous méconnaissables : couverts de poussière (ils étaient restés couchés face contre terre la journée du 9 août de 7 heures à 19 heures) et de sang, les vêtements déchirés, la tête baissée, assis en file par terre.

Je me suis présenté. Je leur ai dit que tout le monde suivait ces événements lamentables et que l'avocat de la Commission pastorale de la terre (CPT) était sur le point d'arriver à Colorado do Oeste, en plus du président de la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés de Brasília. Je leur ai demandé quel était leur plus grand désir, en plus de leur remise en liberté, et qui serait à ma portée. Ils m'ont répondu que c'était boire et manger car ils étaient restés sans boire ni manger toute la journée d'hier, étendus sur le sol en plein soleil : chaque fois qu'ils levaient la tête, ils recevaient des coups de pied des soldats qui leur crachaient des injures du genre "La trogne de cochon ça renifle la terre". Il y a eu aussi des gens dont le tympan a éclaté. La majorité d'entre eux avaient des blessures à la tête.

Je suis sorti de là pour me rendre au commissariat de police où se trouvaient une soixantaine d'autres prisonniers. Leur situation m'a semblé être pire. Pour commencer on ne m'a pas laissé entrer. Depuis la porte j'étais témoin de la façon inhumaine et brutale avec laquelle ils étaient traités par la police. Traités comme des animaux !

Comme je n'avais pas pu entrer et que l'avocat de la CPT était déjà à l'intérieur du commissariat, je suis allé au centre communautaire où je voulais voir quelque soixante-quinze femmes avec plus de cent enfants. Alors que je parvenais près du centre communautaire après avoir passé le poste de santé, j'ai vu arriver un camion de lait destiné aux nécessiteux de la ville. En parlant avec la directrice du poste de santé, j'ai aussitôt obtenu pour les prisonniers cent litres de lait que j'ai fait conduire au gymnase. Il y avait maintenant devant le gymnase un grand nombre de parents qui me demandaient des nouvelles sur des membres de leurs familles, car ils ne savaient absolument rien. J'ai écrit une liste de trente noms que je suis allé lire à l'intérieur, sur demande des personnes qui restaient dehors. Et eux, du dedans, m'ont donné une autre liste à transmettre à l'extérieur, dans laquelle ils demandaient des habits, de la nourriture, du savon, des serviettes, etc.

Dehors j'ai pris une nouvelle liste de noms. Mais j'ai été barré à l'entrée par un sergent. Je lui ai répondu que je travaillais à la tranquillité de la population. Un capitaine m'a alors déclaré que je pouvais entrer autant de fois que je voudrais, que j'avais "carte blanche". Je lui ai demandé de le faire savoir à tous ses subordonnés. A partir de ce moment-là j'ai pu parler librement avec tous les prisonniers.

J'ai demandé au capitaine la liste des cent quatre-vingt-douze prisonniers, mais il m'a répondu que celui qui détenait cette liste était le commissaire de police se trouvant sur place. En fait, il y avait quatre commissaires. Ils ont refusé de me donner la liste. J'ai pu finalement l'avoir par une infirmière, mais le commissaire m'a interdit d'en publier les noms.

Je suis revenu vers le capitaine pour voir comment faire. (Ce capitaine a toujours été attentionné envers moi et d'ailleurs, le lendemain, il est allé présenter ses excuses à Mgr Geraldo Verdier en lui déclarant qu'il n'était pas du tout d'accord avec ce qui s'était passé.) Il m'a dit qu'il avait une bonne nouvelle à me donner : les prisonniers allaient être remis en liberté dans les minutes à venir, en raison de quoi je n'avais pas à me battre pour obtenir la liste. Je lui ai demandé si je pouvais annoncer la nouvelle aux prisonniers. Il m'a répondu que non, car c'était secret.

Mais j'ai désobéi à l'ordre du capitaine et j'en ai parlé à voix basse aux paysans. Ils ont fait comme si de rien n'était mais cela les a soulagés et laissés moins tendus. Ils sont

effectivement sortis peu après (il était environ 17 H) et, à mon invitation, ils se sont rendus à l'église Nossa Senhora Aparecida pour y recevoir les indications de l'avocat.

Je n'ai pas réussi, comme je l'aurais voulu, à rendre visite aux soixante-quinze femmes et à la centaine d'enfants. Je n'ai pas non plus eu le temps d'aller voir les quinze blessés hospitalisés à Colorado do Oeste, et encore moins les douze blessés de l'hôpital de Vilhena, à 90 km de Colorado. Ce n'est que le lendemain que je suis allé les voir en compagnie de Mgr Geraldo Verdier.

Question chiffres, j'ai compté personnellement un total de trois cent cinquante-quatre prisonniers, sans compter les enfants, les disparus et - évidemment - les morts.

Après leur sortie de prison, tous se rassemblèrent à l'église paroissiale tandis qu'un groupe de volontaires préparait un bon repas pour six cents personnes. Il y a eu une très grande solidarité de la part des gens de Colorado qui ont donné de la nourriture, des habits, des chaussures et même des matelas.

2 - Rapport de Mgr Geraldo Verdier, évêque de Guajará-Mirim

Je complète le rapport de Mgr José Maria.

Je suis sorti de Guajará-Mirim le 10 août pour arriver à Colorado do Oeste le vendredi 11 à 8 h 30. Avec Mgr José Maria nous nous sommes aussitôt rendus au centre communautaire de la paroisse où j'ai reçu un choc en voyant les blessés et les traces de coups partout, hommes et femmes... Et le désespoir de ceux qui avaient un membre de leur famille à enterrer.

Nous avons considéré en premier lieu la question des morts qui - personne ne sait pourquoi - avaient été transportés à Vilhena, à quatre-vingt-dix kilomètres de Colorado. En compagnie du représentant du ministère de la justice, de tous les députés fédéraux et sénateurs du Rondônia ainsi que de quatre avocats, nous sommes allés au tribunal rencontrer le juge, M. Glodner Pauleto. Nous avons fait remarquer au juge que les familles avaient le droit sacré d'enterrer leurs morts, et que, personnellement, j'aimerais célébrer la messe en présence des corps des victimes pour reconforter leurs parents et leurs amis.

Le juge a répondu que c'était de la compétence de la police civile. Il a alors été demandé au juge de servir d'intermédiaire pour une telle demande auprès du commissaire de police. Après quoi nous sommes sortis. Peu de temps après nous avons été informés que les corps pouvaient être libérés et transportés à Colorado do Oeste moyennant le paiement de 400 reales par corps¹ ! Une absurdité pour des familles absolument démunies de tout ! Nous avons alors décidé d'envoyer un camion pour ramener les corps. Une collecte spontanée a été organisée pour payer l'essence du camion du conseiller municipal Rudy. Arrivé à Vilhena, le conseiller municipal est tombé sur une autre triste surprise : les corps avaient déjà été enterrés comme "indigents". Encore un droit volé aux pauvres !

Détail épouvantable : "Un des cadavres était totalement méconnaissable, avec sa structure cranio-faciale entièrement détruite et déformée par de larges blessures ouvertes" (rapport de la commission parlementaire).

Ce même 11 août Lula² est arrivé et s'est rendu sur les lieux du massacre. Au retour il nous a déclaré : "J'ai vu des campements détruits au Nicaragua. Mais avec la brutalité de celui de Corumbiara, jamais". "Un spectacle dantesque, cruel et déprimant pour tout le monde" écrit le rapporteur de la Chambre des députés, Nilmário Miranda (PT - Minas Gerais).

Le soir, plus de deux cents blessés et torturés sont passés devant deux médecins légistes pour examen de corps du délit. La commission de la Chambre des députés constate : "Il y a de nombreux cas de violences pratiquées par des policiers militaires contre des paysans qui s'étaient rendus et qui étaient maîtrisés et couchés."

¹ Le réal brésilien vaut environ 1 dollar américain (NdT).

² Luís Ignacio da Silva, dit "Lula", syndicaliste fondateur du Parti des travailleurs (NdT).

Le lendemain il a été procédé, en présence des avocats (qui ont connu quelques difficultés pour cela), au recueil des dépositions des paysans pour éclaircir les circonstances de l'attaque et du comportement barbare de la police militaire (Commando d'opérations spéciales).

Ce 12 août, accompagnés des avocats, nous nous sommes rendus au campement détruit. Les descriptions de Lula et de la commission de la Chambre des députés ne sont pas exagérées. Elles correspondent à la réalité. Nous avons traversé un ruisseau aux eaux claires. "C'était devenu une rivière de sang", nous a raconté un paysan! Comment serait-ce possible, s'il y a eu neuf morts abattus dans le dos, d'après l'expertise? Des bruits insistants courent selon lesquels il y a eu beaucoup plus de victimes. Où seraient les corps?

Nous avons marché en silence au milieu des cases incendiées, des sacs de riz et de haricots répandus par terre, des casseroles, des timbales et des couverts jetés sur le sol... Nous avons prié à un endroit, avec une flaque de sang séché, où sont tombés deux paysans, selon un témoin... A un moment donné, un paysan qui était venu récupérer ce qui restait de sa case m'a appelé : "Mgr Geraldo, venez voir des restes de foyer. Il y a des choses bizarres."

En effet nous avons vu des agglomérats étranges et, après que nous ayons un peu remué les cendres, sont apparus des morceaux d'ossements qui ressemblaient à des restes humains. Nous en avons ramassé quelques-uns que nous avons mis dans un sac en plastique. Aussitôt après nous avons découvert trois autres foyers. Dans chacun il y avait des morceaux d'os que nous avons mis dans des sacs séparés. Serait-il donc vrai le bruit qui court sur des incinérations de cadavres? Nous devons tirer cela au clair.

Nous sommes revenus à Colorado et après une rapide collation, sans prendre de douche ni changer de vêtement, j'ai pris congé de Mgr José Maria et de la vaillante équipe de la paroisse Nossa Senhora Aparecida. Nous sommes vite partis pour Vilhena car je voulais rencontrer le gouverneur Valdir Raupp en réunion avec Lula.

A l'arrivée à Vilhena, la presse qui était déjà au courant me demande une interview que je donne immédiatement en m'en tenant aux points suivants : - que seule l'expertise pourra dire s'il s'agit d'ossements humains; - que, au minimum, la police ne fait pas correctement son travail d'enquête car c'est elle qui aurait dû découvrir ces indices pour le moins suspects; que, de toute manière, reste le problème de fond, à savoir la nécessité urgente d'une réforme agraire et d'une nouvelle politique agricole.

Après un certain temps d'attente le gouverneur Raupp me reçoit. Je dépose devant lui, devant son secrétariat et devant Lula ce que nous avons trouvé dans le campement dévasté, en demandant une expertise sérieuse et rapide qui pourra donner un nouveau cours aux enquêtes sur la tuerie. A ce moment-là il y avait quatre-vingt-deux disparus. A l'heure où nous écrivons il en reste encore trente-deux !

Conclusion

- La presse a beaucoup aidé pour la couverture de l'affaire.
- Les manifestations de solidarité, nombreuses et encourageantes, nous parviennent de toutes les parties du pays et de l'étranger.
- Nous tenons à exprimer notre vive gratitude pour les fax, les coups de téléphone et les lettres reçus.

Que Notre-Dame des récolteurs de latex, patronne du diocèse de Guajará-Mirim et de tous les exclus, accorde aux paysans de Corumbiara et de tout le Brésil un coin de terre et une vie digne, dans la justice et la paix.

Guajará-Mirim, le 20 août 1995

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)